

Copyright © El Correo Page 1/2

Situation tendue alors que de nombreux citoyens dénoncent toujours la fraude électorale.

La tension est montée d'un cran au Mexique depuis que, vendredi 1er septembre, les élus du Parti de la Révolution démocratique- PRD- et du PT sont montés à la tribune du Congrès ,afin de protester contre la fraude électorale des élections présidentielles mais aussi contre le déploiement d'importantes forces militaires. Privé de tribune, le président Fox de prononcer son discours d'ouverture de session législative, ce qu'il a fait depuis son bureau. De son coté , Lopez Obrador (candidat de la gauche qui dénonce la fraude des élections) a appelé les forces militaires et policières largement déployées ces derniers jours (6000 hommes, plusieurs chars ont été disposés en centre ville) à respecter les manifestations pacifistes des citoyens. Il a lancé un appel en direction de l'armée, « une institution qui mérite du respect et qui ne doit pas être utilisée pour justifier une fraude électorale , pas plus que pour réprimer un peuple qui lutte pour la justice , la liberté et la démocratie. »

Le mouvement de résistance civile pacifique -qui conteste les résultats des élections présidentielles du 2 juillet et dénonce la gigantesque fraude électorale qui a abouti à la victoire de Calderon sur Lopez Obrador - avec 0.6% des suffrages-, a pris place depuis plusieurs semaines . Depuis le début de la contestation des résultats, le Zocalo, et le Paseo de la reforma ont été occupés par lesde manifestants pacifistes, le campement s'étale sur plus de 8 km, avec des activités différentes ateliers en tout genre... les citoyens s'expriment, discutent. Une situation sans précédent. Lopez Obrador avait demandé le recomptage de l'ensemble des votes, mais le Tribunal Fédéral n'a accepté que de recompter 9% des bureaux de vote. Sur cette base, il a confirmé l'élection de Calderon. Mais pour les mexicains qui soutiennent Lopez Obrador, la fraude était généralisée à de nombreux bureaux de vote. Le chef de file de la gauche qualifie Felipe Calderon de "président illégitime" et envisage de former un gouvernement parallèle. Il se concentre désormais sur l'organisation d'une "Convention nationale démocratique", convoquée pour le 16 septembre dans la capitale, qui devrait déterminer les prochaines actions de son mouvement de protestation .

A cette occasion, il compte soumettre à ses partisans plusieurs propositions, dont la formation d'un gouvernement parallèle. Il affirme régulièrement que M. Calderon serait un "président illégitime" et suggère de se faire nommer "président légitime", "chef du gouvernement de résistance civile pacifique" ou "commissaire du peuple".

Copyright © El Correo Page 2/2